

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CYCLIA

zone industrielle les Perchées
37320 Truyes

Références : 2025/062
Code AIOT : 0010008416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement CYCLIA implanté zone industrielle les Perchées 37320 Truyes. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CYCLIA
- zone industrielle les Perchées 37320 Truyes
- Code AIOT : 0010008416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise emploie 12 salariés permanents. La société CYCLIA est une filiale de la société VEOLIA depuis 2022.

La SARL CYCLIA réceptionne, trie et broie des déchets plastiques (en polypropylène, en polyéthylène, en PVC...). Elle transforme les déchets plastiques dur en matières recyclées. Les équipements intégrés dans l'établissement sont :

- 8 lignes de broyage à sec
- 1 ligne de densification
- 1 bac de flottaison
- 2 trieurs optiques
- 1 overband + courant de Foucault
- 1 dépoussiéreur avec filtres de décolmatage

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

2791-1 - Installation de traitement de déchets non dangereux - La quantité de déchets non dangereux traités est de 31 t/j ;

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

2714-1 - Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est de 8390 m³.

2662-2 - stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Stockage des matières recyclées (après broyage) pour un volume susceptible d'être présent de 2720 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Conditions générales d'exploitation | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 2.3.2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 2 | Gardiennage et contrôle des accès | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 7.2.5 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 3 | Envol des des déchets | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 2.3.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 5 | Dispositions des stockages | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 8.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 60 jours |
| 7 | Mesures périodiques des niveaux | AP Complémentaire du 08/01/2021, article 2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 60 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--|--|-----------------------|
| | sonores | | | |
| 9 | Valeurs limites d'urgence | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 6.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 60 jours |
| 13 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.I | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 16 | Maitrise des sinistres | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 4 | Conformité au dossier | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 1.3 | / | Sans objet |
| 6 | Caractéristiques minimales des voies | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 7.2.4.1 | / | Sans objet |
| 8 | Niveaux limites de bruit | AP Complémentaire du 29/01/2019, article 6.2.3 | / | Sans objet |
| 10 | Contrôles des rejets aqueux de l'installation | Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.3.10 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 11 | Consommation d'eau | AP Complémentaire du 10/02/2020, article 2.1 | / | Sans objet |
| 12 | Quantités de déchets dangereux | Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.2.1 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 14 | Détection et surveillance | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II | / | Sans objet |
| 15 | Rondes | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.III | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 2.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des abords du séparateur à hydrocarbures |
| Prescription contrôlée : [...] Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations,engazonnement,...). [...] |
| Constats : L'inspection a constaté que le séparateur à hydrocarbures situé sur le point de rejet n° 2 (zone ouest près des parcs à bennes) était envahi par la végétation et ne faisait l'objet d'aucun entretien particulier. Pdc n° 1 : Les abords du séparateur à hydrocarbures ne sont pas entretenus et ne font pas l'objet de soin particulier. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 1] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 2 : Gardiennage et contrôle des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 7.2.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Clôture des installations |
| Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère a l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerte et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin. L'ensemble des installations est efficacement clôture sur la totalité de sa périphérie. |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'installation où sont entreposées les bennes, n'est pas clôturée efficacement sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Pdc n° 2 : L'ensemble des installations n'est pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 2] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 3 : Envol des des déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 2.3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le site est maintenu propre. Cependant, il a été constaté qu'au niveau du point de rejet des eaux pluviales que des déchets de plastiques étaient rejetés en sortie du séparateur à hydrocarbures vers la lagune. L'exploitant ne s'explique pas sur ce point et a indiqué à l'inspection que cette situation allait être analysée afin de mettre en place des mesures correctives.</p> <p>L'inspection a signalé que ce point de rejet devait être nettoyé ainsi que celui de la voirie pour lequel, l'inspection a fait le même constat considérant que la société CYCLIA est la seule société de la zone à traiter ce type de déchets.</p> <p>Pdc n° 3 : L'exploitant ne prend pas les mesures nécessaires pour éviter que les déchets de plastiques se retrouvent dans la lagune.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 3] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 4 : Conformité au dossier

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 1.3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Propreté |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier du 22 novembre 2022, la société CYCLIA a modifié :</p> <p><u>d'une part, la zone de stockage des bennes vides situées sur une zone en face du site de production, en :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisant un déblaiement, stabilisation et nivellement des parcelles, • ajoutant de nouvelles bennes vides (doublement stock actuel), • ajoutant un stockage de palettes bois de 30 m³ (une benne complète), • ajoutant un stockage de contenants grillagés (contenant vide - 100 m²), • stockant des équipements encombrants : tapis de convoyage, traverse métallique. <p><u>d'autre part, la parcelle de production, en :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • installant un auvent de protection sur le stockage central (voir exemple pièce jointe), • installant un auvent de protection sur le stockage « éco-mobilier », situé à côté de l'entrée ouest. <p>L'inspection a constaté que les aménagements demandés ont été réalisés conformément au courrier du 22 novembre 2022, à l'exception du auvent de protection sur le stockage « éco-mobilier », situé à côté de l'entrée ouest. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le auvent sera installé ou non. Considérant que ce point n'est pas substantiel au regard de l'installation, l'exploitant se positionnera lors d'un éventuel porter à connaissance sur son installation ou non.</p> <p>Pdc n° 4 : Pas de non-respect constaté.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées si le auvent de protection sur le stockage « éco-mobilier », situé à côté de l'entrée ouest sera effectivement installé ou si le projet est annulé.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Dispositions des stockages

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 8.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur des stockages |

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, marquage, etc.).

Les stockages respectent les caractéristiques maximales suivantes :

| Lieux de stockage | Stockage en masse Stockage PP TALC en a t t e n t e d e d é c h i q u e t a g e | Dimensions | Condition de stockage |
|---------------------------------|--|------------|--|
| Partie sud de l'installation | longueur | 18 mètres | Présence de bloc béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur 3 cotés (Nord- Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est) |
| largeur | 19 mètres | | |
| surface | 340 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 3 mètres | | |

| Lieux de stockage | Stockage en masse Stockage PP TALC déchiqueté | Dimensions | Condition de stockage |
|---------------------------------|---|------------|--|
| Partie sud de l'installation | longueur | 18 mètres | Présence de bloc béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur 3 cotés (Nord- Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est) |
| largeur | 21 mètres | | |
| surface | 378 m ² | | |

| | | | |
|---------------------|----------|--|--|
| | | | |
| Hauteur de stockage | 3 mètres | | |

| Lieux de stockage | Stockage en masse Stockage PE en attente de déchetage | Dimensions | Condition de stockage |
|---------------------------------|--|------------|--|
| Partie sud de l'installation | longueur | 18 mètres | Présence de bloc béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur 3 cotés (Nord- Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est) |
| largeur | 14 mètres | | |
| surface | 250 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 3 mètres | | |

| Lieux de stockage | Stockage en masse Stockage PE décheté | Dimensions | Condition de stockage |
|---------------------------------|---|------------|--|
| Partie sud de l'installation | longueur | 18 mètres | Présence de bloc béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur 3 cotés (Nord- Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est) |
| largeur | 16 mètres | | |

| | | | |
|---------------------|--------------------|--|--|
| surface | 288 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 3 mètres | | |

| Lieux de stockage | Stockage en masse Stockage PARE CHOC / PE-PC | Dimensions | Condition de stockage |
|---------------------------------|--|------------|--|
| Partie sud de l'installation | longueur | 11 mètres | Présence de bloc béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur 3 cotés (Nord- Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est) |
| largeur | 5,5 mètres | | |
| surface | 60,5 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 3 mètres | | |

| Lieux de stockage | stockage d'un panier / PE-PP | Dimensions de chaque îlot | Condition de stockage |
|--------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|---|
| Partie centrale de l'installation | longueur | 25 mètres | 3 îlots centraux et espacé de 3 mètres |
| largeur | 15 mètres | | |
| surface | 375 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 3 mètres | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | | |
|--|--|--|--|

| Lieux de stockage | stockage MP / PE-PP | Dimensions de chaque zone | Condition de stockage |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------------|---|
| Partie Nord-Est de l'installation | longueur | 10 mètres | 6 zones de stockage séparés par des blocs béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur les côtés (Nord-Ouest, Nord-Est et Sud-Est). |
| largeur | 13 mètres | | |
| surface | 130 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 1,9 mètres | | |

| Lieux de stockage | stockage MP / PE-PP | Dimensions | Condition de stockage |
|-------------------------------|---------------------|------------|---|
| Partie Nord de l'installation | longueur | 50 mètres | zone de stockage séparés par des blocs béton coupe-feu de 3 mètres de hauteur sur les côtés (Ouest, Nord et Est). |
| largeur | 13 mètres | | |
| surface | 650 m ² | | |
| Hauteur de stockage | 1,9 mètres | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | | |
|--|--|--|--|

| Lieux de stockage | stockage | Dimensions | Condition de stockage |
|-------------------------------------|-------------------|---------------------|-----------------------|
| Partie Nord-Ouest de l'installation | métaux | 650 m ² | - |
| Papiers /cartons | 80 m ² | 3 mètres de hauteur | |

Constats :

L'inspection a constaté que les alvéoles stockages en masse de PP TALC en attente de déchiquetage et déchiqueté ne présentaient pas les mêmes dimensions telles que présentées dans le dossier technique ayant conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2019.

Pdc n° 5 : Les alvéoles de stockage en masse de PP TALC en attente de déchiquetage et déchiqueté n'ont pas les mêmes dimensions telles que celles décrites dans l'APC. L'exploitant met à jour l'étude des flux thermiques dans un PAC (Porter à connaissance) ou redimensionne les alvéoles de stockage telles que décrites par l'exploitant lors de son dernier PAC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 8] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Caractéristiques minimales des voies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 7.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Largeur minimale stockage central

Prescription contrôlée :

[...]

Afin de faciliter l'intervention des services de secours et pour éviter le risque de propagation entre les zones de stockage, il est nécessaire de conserver une voie engin d'une largeur de 3 mètres minimum autour du stockage central des paniers PE-PP.

[...]

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la largeur des voies engins de 3 mètres minimum autour du stockage central des paniers PE-PP, était respectée.</p> <p>Pdc n° 6 : Pas de non-respect constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Mesures périodiques des niveaux sonores

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2021, article 2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de bruit et de l'émergence</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les ans, pendant 3 ans après l'obtention du présent arrêté préfectoral et transmis dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations au préfet, puis tous les 2 ans. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis 2 rapports de mesure du niveau de bruit et de l'émergence, réalisés en octobre 2021 et octobre 2022 par la société Thérius. L'exploitant a cependant omis de réaliser la dernière campagne de mesure conformément à son arrêté préfectoral cité en référence.</p> <p>Pdc n° 7 : L'exploitant n'a pas réalisé les mesures périodiques des niveaux sonores pendant 3 années consécutives.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 7] formulé en reprenant une campagne de mesure des niveaux sonores pendant 3 ans consécutivement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 8 : Niveaux limites de bruit

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 6.2.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs admissibles</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> |

| PÉRIODES | PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|------------------------------------|---|--|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Constats :

La société THERIUS a indiqué dans ses rapports d'octobre 2021 et 2022 les mesures des niveaux sonores suivants :

Octobre 2021 :

Période diurne 7h à 22h

| Point de mesure / dB(A) | Niveau Ambient dB(A) | | | |
|----------------------------|-------------------------|------|--------------------------|------------|
| | LAm | LAeq | Niveau autorisé dB(A) | Conformité |
| 1 | 88,9 | 54,9 | 70 | OUI |
| 2 | 65,8 | 51,3 | 70 | OUI |
| 3 | 74,7 | 59,5 | 70 | OUI |
| 4 | 77,1 | 55,9 | 70 | OUI |

Période nocturne - 22h à 7h, ou jours fériés et dimanches

| Point de mesure / dB(A) | Niveau Ambient dB(A) | | | |
|----------------------------|-------------------------|------|--------------------------|------------|
| | LAm | LAeq | Niveau autorisé dB(A) | Conformité |
| 1 | 47,9 | 40,5 | 60 | OUI |
| 2 | 66,3 | 48,4 | 60 | OUI |
| 3 | 67,0 | 55,9 | 60 | OUI |
| 4 | 64,6 | 55,1 | 60 | OUI |

Octobre 2022 :

Période diurne 7h à 22h

| Point de mesure / dB(A) | Niveau Ambiant dB(A) | | | |
|-------------------------|----------------------|------|-----------------------|------------|
| | LAm | LAeq | Niveau autorisé dB(A) | Conformité |
| 1 | 91,3 | 53,0 | 70 | OUI |
| 2 | 69,7 | 54,2 | 70 | OUI |
| 3 | 76,8 | 63,6 | 70 | OUI |
| 4 | 90,6 | 63,5 | 70 | OUI |

Période nocturne - 22h à 7h, ou jours fériés et dimanches

| Point de mesure / dB(A) | Niveau Ambiant dB(A) | | | |
|-------------------------|----------------------|------|-----------------------|------------|
| | LAm | LAeq | Niveau autorisé dB(A) | Conformité |
| 1 | 76,9 | 47,8 | 60 | OUI |
| 2 | 65,1 | 51,4 | 60 | OUI |
| 3 | 55,7 | 44,1 | 60 | OUI |
| 4 | 85,0 | 60,0 | 60 | OUI |

L'ensemble des mesures sont conformes sur 2 années consécutives en période diurne et nocturne. L'inspection note toutefois que le point n° 4 (situé non loin de l'entrée) était limite en 2022 en période nocturne.

Pdc n° 8 : Pas de non-respect constaté.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Valeurs limites d'émergence

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/01/2019, article 6.2.2 | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|--|---|--|--|--------|--------|----------------------|---------|---------|
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs admissibles | | | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <table border="1"> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6dB(A)</td><td>4dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </table> | | | Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés | Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) | Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |
| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés | | | | | | | | | |
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) | | | | | | | | | |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) | | | | | | | | | |
| Constats : <p>La société THERIUS a indiqué dans ses rapports d'octobre 2021 et 2022 l'absence de zones à émergences réglementées et n'a pas réalisé les mesures, considérant que les habitations se situaient à une distance supérieure à 200 mètres. Cependant l'arrêté préfectoral complémentaire susmentionné ne prévoit pas de dérogation au sujet d'une distance minimale et indique clairement les zones à émergence sur l'annexe 2.</p> <p>Pdc n° 9 : Les zones à émergence réglementée définies dans l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/01/2029 n'ont pas fait l'objet de mesures de niveau de bruit.</p> | | | | | | | | | | | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 9] formulé.</p> | | | | | | | | | | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | | | | | | | | | | |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | | | | | | | | | | | |
| Proposition de délais : 60 jours | | | | | | | | | | | |

N° 10 : Contrôles des rejets aqueux de l'installation**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.3.10**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

| Paramètres | Concentration instantanée maximale | Flux maximal journalier (kg/j) |
|-------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| T° | <30°C | / |
| pH | 5,5<X<8,5 | / |
| MES | 100 mg/l | ≤ 15 |
| DBO ₅ | 100 mg/l | ≤ 30 |
| DCO | 300 mg/l | ≤ 50 |
| HCT | 10 mg/l | / |
| indice phénols | 0,3 mg/l | < 0,005 mg/l |
| chrome hexavalent | 0,1 mg/l | < 5 µg/l |
| cyanures totaux | 0,1 mg/l | < 5 µg/l |

| | | |
|---------------|----------|--------------|
| | | |
| AOx | 5 mg/l | 39 µg/l |
| arsenic | 0,1 mg/l | < 0,005 mg/l |
| métaux totaux | 15 mg/l | 1,07 mg/l |

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport n° D240708577 d'analyse des 2 points de rejets effectués par le laboratoire Inovalys le 12/07/2024. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

| Paramètres | Concentration instantanée maximale | Point de rejet n° 2 (zone ouest - parc à benne) | Point de rejet n° 3 (zone sud - parking) |
|--------------------|------------------------------------|--|---|
| T° (article 4.3.7) | <30°C | 18,8 °C | 19,2 °C |
| PH (article 4.3.7) | 5,5<X<8,5 | 7,1 | 7,6 |
| MES | 100 mg/l | 3,6 mg/l | 33 mg/l |
| DBO ₅ | 100 mg/l | 1,6 mg/l | 4,4 mg/l |
| DCO | 300 mg/l | < 30 mg/l | 97 mg/l |
| HCT | 10 mg/l | < 0,1 mg/l | 0,14 mg/l |
| indice phénols | 0,3 mg/l | < 0,005 mg/l | < 0,005 mg/l |
| chrome hexavalent | 0,1 mg/l | < 5 µg/l | < 5 µg/l |

| | | | |
|-----------------|----------|------------|----------|
| cyanures totaux | 0,1 mg/l | < 5 µg/l | < 5 µg/l |
| AOx | 5 mg/l | 19 µg/l | 97 µg/l |
| arsenic | 0,1 mg/l | < 2 µg/l | < 2 µg/l |
| métaux totaux | 15 mg/l | 655,5 µg/l | 1,6 mg/l |

L'ensemble des concentrations sont conformes sur les 2 points de rejets.

Pdc n° 10 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/02/2020, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation annuelle

Prescription contrôlée :

La prescription de l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral n° 20631 du 29 janvier 2019 est modifiée et remplacée par la disposition suivante :

« La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 1 500 m³ issu du réseau public.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. »

Constats :

L'exploitant a transmis les consommations annuelles suivies dans un tableur rempli depuis les factures d'eau. Les consommations annuelles sont définies dans le tableau ci-dessous :

| Année | Consommation d'eau en m ³ |
|-------|--------------------------------------|
| 2020 | 831 |
| 2021 | 642 |

| | |
|------|-----|
| | |
| 2022 | 815 |
| 2023 | 720 |

Pdc n° 11 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Quantités de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 7.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a constaté dans la boîte à clé destinée au service d'incendie et de secours, le plan de l'entreprise sur lequel est mentionné le positionnement des produits dangereux ainsi que les quantités et symboles de dangers.

Pdc n° 12 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.I

Thème(s) : Risques accidentels, Réalisation et mise à jour du PDI

Prescription contrôlée :

Depuis le 1er juillet 2024 :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. « Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place un plan de défense incendie (PDI) et n'a par conséquent pas transmis celui-ci au service d'incendie et de secours. Cependant l'exploitant dispose de la plupart des éléments demandés dans le PDI, mais de manière disparate. Il convient que l'exploitant réunisse l'ensemble des documents dans un seul document afin qu'il soit mis en place dans la boîte à pompier et remis au SDIS.

Pdc n° 13 : L'exploitant n'a pas mis en place un plan de défense incendie comprenant au minimum

| |
|---|
| les éléments susmentionnés de l'article 10.I de l'AM du 06/06/2018. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 13] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 14 : Détection et surveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection et transmission de départ d'incendie |
| Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2026 : <i>« Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. »</i> <i>« Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. »</i> <i>« En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. »</i> <i>« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. »</i> <i>« L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. »</i> |
| Constats : L'inspection a constaté l'installation provisoire d'une caméra thermique filmant en permanence sur l'alvéole de stockage en masse Stockage PP TALC en attente de déchiquetage. Cette caméra est autonome en énergie électrique et renvoie la vidéo et des alertes à plusieurs personnes désignées par le directeur sur des téléphones portables en temps réel en cas de dépassement d'une température programmée. L'exploitant a indiqué que cette caméra était en phase expérimentale et que le site serait équipé |

d'un dispositif équivalent pour le 1^{er} janvier 2026 conformément à l'AM susmentionné.

Pdc n° 14 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.III

Thème(s) : Risques accidentels, Détection et transmission de départ d'incendie

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2026 :

« **A.** L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

« a. Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site.

« b. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

« **B.** L'exploitant détermine les consignes concernant :

« - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

« - le parcours des rondes et les points d'observation ;

« - la formation du personnel concerné ;

« - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

« - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. »

Constats :

L'exploitant a expliqué que des consignes avaient été passées auprès des transporteurs pour que le dernier déchet arrive à 16 h sur le site en fonctionnement normal. Le personnel est présent jusqu'à 18h puis une seconde équipe arrive vers 22 h et est présente jusqu'à 5h30.

Au regard de ce qui précède, l'application de cette prescription applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 ne devrait pas poser de difficulté à l'exploitant. Cependant à ce jour, il n'existe aucune consigne concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

- le parcours des rondes et les points d'observation ;

- la formation du personnel concerné ;

- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

| |
|--|
| Pdc n° 15 : Pas de non-respect constaté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra en place <u>avant le 1^{er} janvier 2026</u> les dispositions mentionnées l'article 9.III de l'AM du 06/06/2018. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Maitrise des sinistres

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie |
| Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classés et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. |
| Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place d'exercice incendie en 2024 et n'a pas consigné les exercices précédents qui se limitent à une formation sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. L'inspection a suggéré à l'exploitant d'organiser un exercice incendie avec le service d'incendie local, afin de recueillir les différentes observations de ce dernier. En tout état de cause, l'exploitant doit renouveler et consigner les exercices incendie au minimum tous les 3 ans. |
| Pdc n° 16 : L'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations, classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n° 16] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |